



VILLE DE COGOLIN

ARRÊTÉ DU MAIRE

Envoyé en préfecture le 31/03/2026

Reçu en préfecture le 31/03/2026

Publié le - 2 AVR. 2026

ID : 083-218300424-20260330-ARRETE2026_489-AI

Berger
Levraud
N° 2026/376

N° 2026/489

PORTANT DELEGATION DE FONCTIONS A UN CONSEILLERE MUNICIPALE

Madame Cécile BAFFETTI

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-20 et L2122-23,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 27 mars 2026 constatant l'élection de Madame Cécile BAFFETTI en qualité de conseillère municipale,

Considérant la nécessité pour la bonne administration locale de déléguer à Madame Cécile BAFFETTI, conseillère municipale, un certain nombre d'attributions relevant des finances,

ARRETE

ARTICLE 1

A compter de ce jour, Madame Cécile BAFFETTI, conseillère municipale, est déléguée aux finances aux côtés de l'adjoint délégué et notamment au suivi des rapports d'activités, et assurera en son lieu et place et concurremment avec nous, les fonctions et missions relatives à ces compétences.

ARTICLE 2

Délégation permanente de fonction et de signature lui est attribuée dans ces domaines de compétences à l'effet de signer tous actes, arrêtés et décisions ainsi que tous courriers, avis, réponses ou réclamations, contrats et autorisations.

ARTICLE 3

Madame la directrice générale des services est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié et notifié à l'intéressée et dont une ampliation sera transmise à Madame la Sous-Préfète de Draguignan et au comptable public.

Fait à Cogolin, le 30 mars 2026

Le maire,

Isabelle FARNET RISSO



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon - 5 rue Racine - BP 40510 - 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Notifié le :